



Finis
les rangs
en agence !

Initiez désormais vos
 opérations en ligne
<https://firstserved.afilandfirstbank.com>





400 F CFA
Intégration

www.journalintegration.com
 www.journalintegration.com





jti
 CERTIFIÉ
 BNA

LA TRIBUNE DES COMMUNAUTÉS

DIRECTEUR DE PUBLICATION: THIERRY NDONG OWONA
 TÉL.: +237 222 232 352 / +237 676 203 709 / +237 690 020 339

 N°715 JEUDI 05 MARS 2026

INTÉGRATION EN AFRIQUE CENTRALE Page 11
Le syndrome de la puissance empêchée

PADI-DJA Page 8
21 milliards FCFA pour la nature et ses gardiens

MONT DZEDZALA Page 9
Le mausolée des Mvog-Manga in situ

JUNGLE INTERNATIONALE Page 3

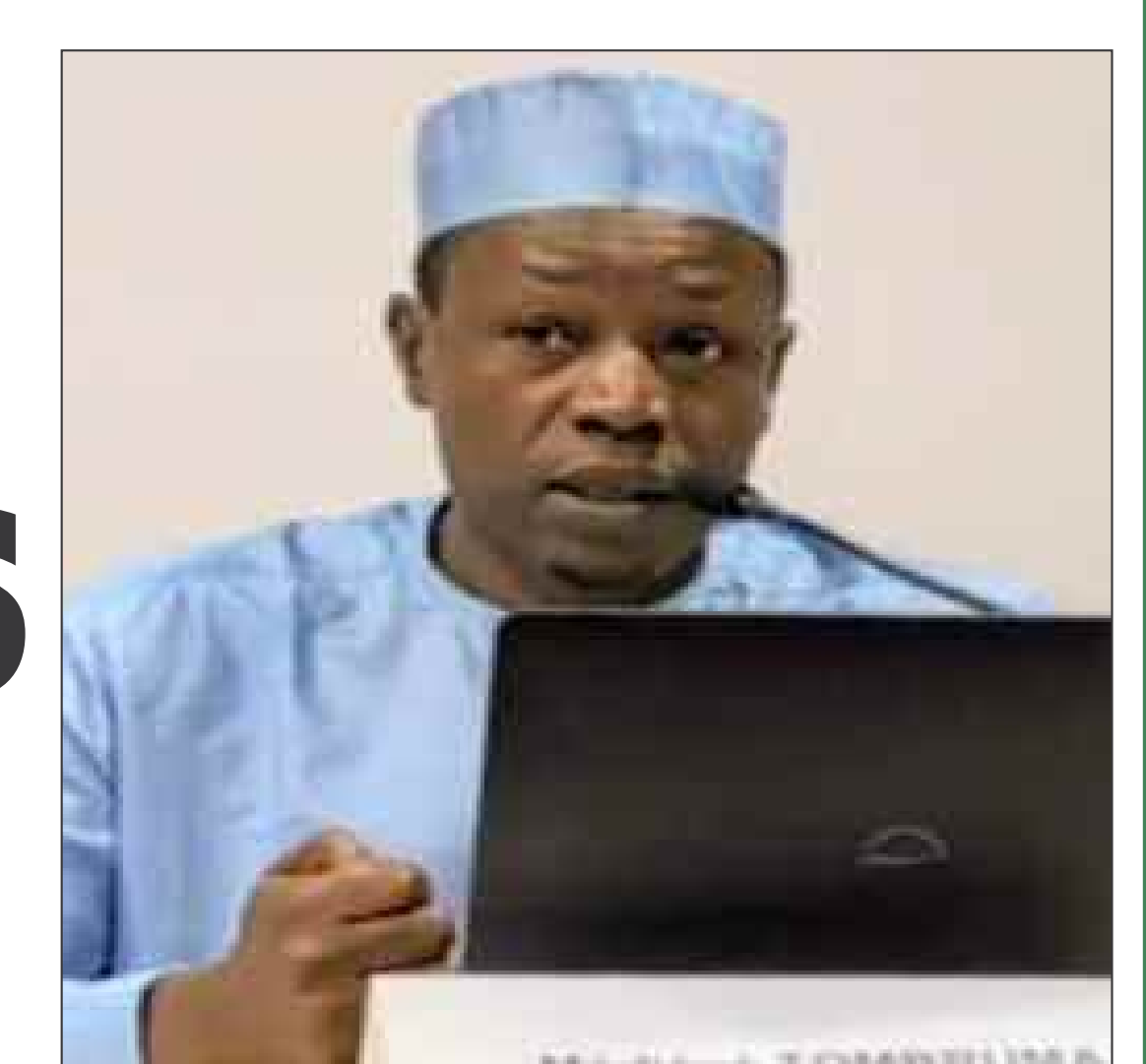
L'Iran parle à l'Afrique



Les attaques des Etats-Unis contre l'Iran et la mort de son guide suprême ne sont pas simplement des événements isolés dans une région lointaine. Ils s'inscrivent dans une logique géopolitique qui a des résonances profondes pour ceux d'entre nous qui ont connu les interventions étrangères, les manipulations politiques et l'exploitation des richesses naturelles. Condamner cette agression, soutenir la souveraineté des nations et anticiper les risques potentiels ne sont pas des actes de radicalisme, mais des nécessités pour préserver notre dignité et notre avenir collectif.

Lire notre éditorial en page 2

RÉSISTANCES KIRDI Page 5
Au cœur des débats à Paris



RENTREE POLITIQUE DANS LA Mvila Page 8
Ngoulemakong à l'honneur



CANAL+
 PLONGEZ DANS LE ROYAUME DU DRAMA

REABONNEZ-VOUS A VOTRE FORMULE
15 JOURS OFFERTS
 A TOUTES LES CHAINES
 + DSTV ENGLISH PLUS

THE PENTHOUSE
 SAISON 2 DÉBUTE 21 MARS SUR NOVELAS

ROYAL!

Jean-Claude Djéréké

L'Occident, la violence et notre devoir de vigilance

Le 28 février 2026, les États-Unis et Israël ont lancé une offensive militaire majeure contre l'Iran. Selon des informations relayées par des médias internationaux, cette attaque a entraîné la mort de l'ayatollah Ali Khamenei, le guide suprême iranien, ainsi que d'autres hauts responsables de l'État iranien, au cours d'un bombardement massif de la capitale et de plusieurs installations militaires stratégiques.

Ce type d'intervention, où une puissance extérieure élimine le leader d'un autre pays par la force, n'est pas anodin. Pour des millions de personnes à travers le monde, notamment dans les pays du Sud, il résonne comme un rappel brutal de l'impérialisme des grandes puissances. Lorsqu'on connaît l'histoire des interventions occidentales — que ce soit en Irak, en Libye ou ailleurs —, on ne peut qu'être frappé par la constance d'une logique: utiliser la force contre des États jugés indociles pour imposer ses intérêts. Dans le cas de l'Iran, l'objectif affiché par Washington est de réduire ce qu'il considère comme une menace nucléaire ou militaire, mais la méthode — frapper et tuer des dirigeants — soulève des questions morales, juridiques et politiques fondamentales.

Pour beaucoup d'Africains, ces événements éveillent des réminiscences doulou-

reuses. En 2011, la France de Nicolas Sarkozy, soutenue par les États-Unis de Barack Obama, avait obtenu l'autorisation internationale pour intervenir en Libye. Cette opération, supposée protéger des civils, s'est transformée en une intervention qui a précipité l'effondrement de l'État libyen, plongé le pays dans une guerre civile prolongée et abouti à la mort brutale de son dirigeant.

Quelle que soit l'interprétation que l'on puisse faire des intentions originales, le résultat demeure éclairant: les interventions occidentales ont souvent servi des objectifs stratégiques qui dépassent largement la simple protection des populations. Quand ces mêmes puissances s'en prennent aujourd'hui à l'Iran avec une offensive qui a provoqué des pertes humaines massives, on peut difficilement éviter de percevoir une logique systémique — celle de la « jungle internationale » où le fort écrase le faible pour accéder à des ressources, à des zones d'influence ou pour remodeler des équilibres géopolitiques à leur avantage.

Cela soulève une question centrale pour nous, Africains: sommes-nous réellement à l'abri d'une telle logique? La réponse, malheureusement, est non. Si Washington a pu s'attaquer à Caracas ou à Téhéran, Paris ou Londres pourraient un jour mener des interventions similaires dans des capitales afri-

caines si cela sert leurs intérêts. Il ne s'agit pas ici de céder à la paranoïa, mais de reconnaître une réalité objective: dans un monde où la puissance militaire et stratégique prime souvent sur la légalité et la justice, les plus vulnérables restent les premières victimes.

C'est pourquoi la réaction d'une partie de la société iranienne face à cette agression mérite réflexion. Les images et les récits qui émergent montrent une population déterminée à ne pas se laisser humilier. Beaucoup parlent de laver l'affront et de résister à ce qu'ils considèrent comme une nouvelle forme de domination. Cette résistance, au sens large, englobe la volonté de préserver une souveraineté, une identité nationale et une dignité collective face aux interventions extérieures. Cette attitude a son parallèle dans l'histoire africaine, où des peuples ont dû lutter pour préserver leur indépendance face aux anciennes puissances coloniales.

Tirer des enseignements de ces événements implique une double lecture. D'un côté, il faut condamner fermement toute agression qui viole la souveraineté d'un État et provoque des pertes civiles et militaires massives. D'un autre côté, il faut reconnaître que le système international actuel favorise encore trop souvent les puissances dominantes, au détriment des nations moins

puissantes. Ce constat n'est ni pessimiste ni fataliste. Il est analytique.

Face à ce constat, la réaction de l'Afrique et des Africains ne peut se limiter à l'indignation ponctuelle. Nous devons entamer une réflexion profonde sur notre sécurité, notre autonomie et notre place dans le monde. Cela passe d'abord par la construction d'États plus forts, capables de défendre leurs frontières, leurs ressources et leurs intérêts sans dépendre exclusivement des grandes puissances extérieures. Une telle autonomie ne signifie pas l'isolement, mais l'affirmation de notre capacité à décider de notre destin, dans le respect des principes du droit international et des droits humains.

Par ailleurs, soutenir l'Iran dans ce contexte ne doit pas être une simple posture politique. Il s'agit d'affirmer notre attachement à un monde multipolaire, où aucune nation ne serait soumise à la domination arbitraire d'une autre. Cela implique aussi de dénoncer les doubles standards: ceux qui parlent le plus de démocratie et de droits de l'homme sont souvent les premiers à les piétiner lorsque leurs intérêts stratégiques sont en jeu, notamment lorsqu'il s'agit d'accaparer les ressources naturelles des pays du Sud.

Mais notre réflexion doit aller plus loin: nous devons anticiper plutôt que de subir.

Nous ne pouvons pas attendre d'être les prochaines victimes pour appeler à l'unité, à la solidarité continentale et à une défense collective des intérêts africains. Cela passe par des mécanismes de coopération renforcée, par l'intégration de capacités militaires crédibles et par une diplomatie résolue qui refuse l'intimidation et l'ingérence.

En résumé, l'attaque des États-Unis contre l'Iran et la mort de son guide suprême ne sont pas simplement des événements isolés dans une région lointaine. Ils s'inscrivent dans une logique géopolitique qui a des résonances profondes pour ceux d'entre nous qui ont connu les interventions étrangères, les manipulations politiques et l'exploitation des richesses naturelles. Condamner cette agression, soutenir la souveraineté des nations et anticiper les risques potentiels ne sont pas des actes de radicalisme, mais des nécessités pour préserver notre dignité et notre avenir collectif.

Nous devons nous demander: si l'Occident ne respecte que les peuples puissamment armés et capables d'appliquer la loi du talion, comment pouvons-nous construire une Afrique qui ne soit plus jamais à la merci des jeux de puissance internationaux?

Votre abonnement

Afin d'éviter toute interruption du service, procédez au renouvellement de votre abonnement avant le 31 Mars 2026.

A remplir et à retourner au Journal Intégration à l'adresse journalintegration@gmail.com

Abonnement annuelle Tabloïd

(Journal papier)

- 5 exemplaires (100.000 FCFA)
- 15 exemplaires (200.000 FCFA)
- 25 exemplaires (350.000 FCFA)

Formule d'abonnement numérique

(Newsletter & journal PDF)

- Mensuelle (5.000 FCFA)
- Semestrielle (25.000 FCFA)
- Annuelle (35.000 FCFA)

Modalités de paiement

Espèces ☐ Orange Money ☐ MTN Money ☐

Votre présence dans nos supports

Tarifs de publicités

Options	Montant annuel/FCFA		
1 page de publicité :	350 000F HT	Accompagnement annuel (publicité+publi-rédactionnel +articles de presse+ visibilité dans le journal)	3 000 000F HT
½ page de publicité:	175 000F HT		
Un quart de page :	75 000F HT		
Bandeau d'annonce à la Une :	100 000F HT		

Intégration vous accompagne

Direction Commerciale & Marketing

● Yaoundé : (+237) 676 203 709/ 699 931 042 /222 730 310

*Les paiements par virement bancaire se feront via les contacts bancaires de Yaoundé.

VOX POPULI

Les chefs traditionnels, couronne haute et dossiers fonciers en main

Au Cameroun, la terre ne dort jamais. Elle se cultive, se transmet, se dispute parfois, et désormais... elle se titre. Longtemps considérés comme les gardiens des traditions, les chefs coutumiers font une entrée remarquée dans l'arène très technique – et souvent redoutée – du foncier moderne. Les voilà impliqués dans les procédures d'obtention du titre foncier, non plus seulement comme sages consultés à l'ombre du fromager, mais comme acteurs identifiés d'un processus administratif aux allures de parcours du combattant. Et dans ce ballet nouveau, chacun observe, calcule et s'ajuste, car la moindre parcelle raconte une histoire, engage des intérêts et dessine des rapports de force subtils.

Il faut dire que le foncier, chez nous, a toujours été une affaire sérieuse. Un mélange subtil de mémoire collective, de limites tracées à la machette et de récits transmis de génération en génération. « Cette parcelle appartenait à mon grand-père » n'est pas qu'une phrase : c'est parfois un argument juridique officieux. Dans ce contexte, associer

les chefs traditionnels aux démarches formelles relève presque du bon sens. Qui mieux qu'eux connaît l'histoire des terres, les alliances anciennes, les conflits latents et les compromis oubliés ? Leur parole, souvent brève mais pesée, peut désamorcer des querelles que des piles de dossiers n'ont jamais réussi à éteindre durablement.

En les intégrant davantage aux procédures, l'État semble reconnaître une évidence : la sécurisation foncière ne peut ignorer la réalité coutumière. Le chef devient alors un pont entre deux mondes. D'un côté, l'administration, ses formulaires, ses délais et ses cachets. De l'autre, la communauté, ses usages, ses palabres et ses équilibres fragiles. Une passerelle précieuse, à condition qu'elle soit solide. Car si le pont vacille, ce sont des villages entiers qui risquent de douter de la justice des décisions prises en leur nom.

Car l'équation n'est pas sans défis. Le foncier, c'est du pouvoir. Et le pouvoir, même coiffé d'une couronne

traditionnelle, exige des garde-fous. Comment garantir la transparence ? Comment éviter que l'on confonde médiation et décision unilatérale ? La modernisation administrative ne doit pas se transformer en féodalité 2.0. La majesté, oui ; l'arbitraire, non. Les textes devront donc préciser les contours de cette nouvelle responsabilité, afin que l'autorité morale ne déborde pas sur la légalité républicaine.

Sur le terrain, pourtant, beaucoup saluent cette évolution. Pour des comm souvent perdues dans le labyrinthe des procédures, la présence du chef rassure. Il traduit le langage administratif en mots compréhensibles et rappelle, le cas échéant, que la terre n'est pas qu'un actif économique : elle est mémoire, identité, parfois même spiritualité. On ne déplace pas une borne comme on déplace un meuble. Chaque décision touche des familles entières et engage l'avenir de générations qui comptent sur la stabilité de leurs droits.

Avec une pointe d'humour, certains murmurent

que le titre foncier a enfin trouvé son griot. Avant le cachet officiel, il y aura peut-être le récit des origines. Avant le plan cadastral, la mémoire du village. Et si cette alliance entre tradition et modernité fonctionnait, elle pourrait réduire bien des conflits qui encombrant tribunaux et chefferies. Un mariage inattendu où l'ordinateur et le tambour pourraient, qui sait, battre au même rythme administratif.

Reste à écrire la suite avec rigueur. Associer les chefs traditionnels au foncier peut renforcer la légitimité des décisions et apaiser les tensions, à condition d'encadrer clairement les rôles et responsabilités. La terre, elle, continuera de nourrir les corps et les imaginaires. Mais si elle peut, en plus, nourrir la sécurité juridique, alors cette entrée « en toute majesté » dans le champ administratif pourrait bien être plus qu'un symbole : une réforme silencieuse aux effets durables. À condition que chacun joue sa partition avec sens de l'intérêt général et respect scrupuleux des règles communes.

Jean-René Meva'a Amougou

LE CHIFFRE

5

À l'occasion de la convention annuelle de la Prospectors & Developers Association of Canada à Toronto, le Fraser Institute a publié son rapport 2025 sur l'attractivité des investissements miniers. Sur les 68 juridictions évaluées, dont 14 africaines, cinq pays du continent se démarquent : le Botswana, le Maroc, la Zambie, la Tanzanie et la Côte d'Ivoire. Le Botswana arrive en tête en Afrique, grâce à un cadre réglementaire stable et un fort potentiel géologique. Le classement repose sur la perception des investisseurs quant à la fiscalité, la transparence et la sécurité juridique.

L'HOMME

Knut Gummert



En visite officielle dans la région du Nord, le 1er mars dernier, le chef de la Coopération allemande au

Cameroun, a multiplié les échanges avec les autorités locales. Autour de la table : responsables administratifs, partenaires techniques et ONG, réunis pour des discussions stratégiques sur la conservation et le développement durable. Mais au-delà des formules protocolaires, le message était clair : il faut tourner résolument le dos au braconnage. Avec diplomatie et fermeté, l'ambassadeur a encouragé les communautés locales à devenir les premiers gardiens de leur faune, rappelant qu'un éléphant vivant rapporte plus qu'une défense cachée. « La nature n'est pas un guichet automatique », a-t-il glissé, sourire en coin, invitant chacun à choisir la protection plutôt que le profit éphémère.

AGENDA

26-29 MARS 2026

Yaoundé, Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce.

19-23 AVRIL 2026

Libreville, NewSpace Africa Conference 2026 (conférence sur l'industrie spatiale africaine).

23-24 AVRIL 2026

Yaoundé. Colloque financier international sur le financement des infrastructures en Afrique centrale. Thème « Marché financier régional et ingénierie des financements structurés pour les projets d'infrastructures dans la CEMAC ».

Rémy Binou

Alors que le conflit s'intensifie entre l'Iran, Israël, les Etats-Unis, les autorités camerounaises multiplient les démarches diplomatiques pour assister leurs compatriotes sur place. Entre veille sécuritaire et accompagnement consulaire, Yaoundé tente de rassurer une diaspora prise dans la tourmente.

La guerre qui embrase le Proche et Moyen-Orient place de nombreux ressortissants étrangers dans une zone d'incertitude. Parmi eux, des Camerounais installés pour des raisons professionnelles, académiques ou familiales. Face à la dégradation rapide de la situation sécuritaire, le ministère des Relations extérieures (Minrex) a, le 1er mars dernier, publié un communiqué appelant au calme, à la vigilance et au respect strict des consignes de sécurité édictées par

PROCHE ET MOYEN-ORIENT EN FLAMMES

Yaoundé se mobilise pour protéger ses ressortissants

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland
MINISTRE DES RELATIONS
EXTERIEURES

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland
MINISTRY OF EXTERNAL
RELATIONS

Yaoundé, le 01 MARS 2026

COMMUNIQUE

En raison de la dégradation de la situation sécuritaire dans le Proche et Moyen-Orient et face à l'escalade marquée par une série de frappes aériennes, une intensification des opérations militaires directes et des actions de représailles impliquant plusieurs pays de la Région du Golfe Arabo-Persique,

Le Ministère des Relations Extérieures appelle tous les ressortissants camerounais résidant dans les pays affectés, à respecter scrupuleusement et sans aucune exception l'ensemble des mesures de sécurité préventive édictées par les Autorités compétentes de leurs pays de résidence, notamment les consignes relatives aux alertes, aux abris, aux déplacements et à toutes restrictions temporaires conséquentes.

Le Ministère des Relations Extérieures exhorte les membres de la Communauté Camerounaise concernés, à faire preuve de retenue, de calme et de la plus grande vigilance, et à rester en contact régulier et permanent avec toutes les représentations diplomatiques et consulaires du Cameroun dans leurs lieux de résidence respectifs.

Par ailleurs, le Ministère rassure de ce que les Missions Diplomatiques et Postes Consulaires du Cameroun dans la Région restent joignables aux contacts ci-après :

- Ambassade du Cameroun à Tel-Aviv : Tél : +972-3-5298401
Email : actlv50@yahoo.fr
- Ambassade du Cameroun à Riyad : Tél : +966 1 488 0022 / +966 530338234
Email : ambacamriyad@yahoo.fr
- Ambassade du Cameroun au Caire : Tél : +202 33441101 / +201 029090550
Email : ambacamcaire@googlemail.com

les autorités locales. Dans ce document officiel, le Minrex indique suivre « avec une attention soutenue » l'évolution de la crise et assure que les missions diplomatiques et consulaires du Cameroun dans la région restent mobilisées. Il invite les compatriotes à se rapprocher des chancelleries pour signaler leur présence, actualiser leurs coordonnées et se tenir informés des dispositions éven-tuelles d'assistance ou d'évacuation. Le ton se veut rassurant, tout en rappelant la gravité du contexte.

Au-delà des mots, c'est un dispositif classique de diplomatie de crise qui se met en place : cellule de veille, coordination avec les pays partenaires, recensement des ressortissants et évaluation permanente des risques. Yaoundé insiste également sur la nécessité pour les familles restées au pays d'éviter la propagation de rumeurs susceptibles d'alimenter l'angoisse.

Cette réaction n'a rien d'inédit. Par le passé, le Cameroun a déjà activé des mécanismes similaires lors de crises internationales affectant ses citoyens. Qu'il s'agisse de tensions sécuritaires dans certaines régions d'Afrique, de troubles sociopolitiques ailleurs ou encore de situations sa-n i t a i r e s exceptionnelles, les autorités ont régulièrement procédé à des opérations de suivi, d'assistance et parfois de rapatriement. À chaque épisode, le même triptyque revient : communication officielle, mobilisation

diplomatique et coordination logistique. Ces précédents ont progressivement structuré une expérience institutionnelle en matière de protection consulaire. Même si les moyens restent mesurés comparés à ceux des grandes puissances, l'Etat camerounais cherche à affirmer sa responsabilité vis-à-vis de sa diaspora, considérée comme un prolongement stratégique de la nation.

Dans le contexte actuel au Proche-Orient, l'enjeu est double : garantir la sécurité des ressortissants et préserver la crédibilité diplomatique du pays. En rappelant son engagement à « prendre toutes les dispositions appropriées », le Minrex s'inscrit dans cette continuité. La guerre suit son cours, imprévisible et brutale. Mais pour les Camerounais pris dans la tourmente, le message de Yaoundé se veut clair : ils ne sont ni oubliés ni livrés à eux-mêmes.

Jean-René Meva'a Amougou

Organisée par le Programme d'Accélération de la Transformation Numérique au Cameroun (PATNUC), en partenariat avec la Banque mondiale, la deuxième édition de l'AIC ambitionne de révéler les talents technologiques capables de transformer durablement le secteur agropastoral national.

C'est à Yaoundé, le 3 mars 2026, que la ministre des Postes et Télécommunications, Minette Libom Li Likeng, a donné le ton lors d'un point de presse consacré au lancement officiel de cette nouvelle édition. Face aux médias, le membre du gouvernement a réaffirmé la volonté des pouvoirs publics de faire du numérique un levier stratégique de transformation économique et sociale, notamment dans un secteur agropastoral confronté à de multiples défis structurels. Pour l'édition 2026, a insisté la Ministre, dix startups se-



Une attitude de Mme Minette Libom Li Likeng pendant le point de presse

ront primées sur l'ensemble du territoire national. Chacune pourra bénéficier d'un appui financier pouvant atteindre 40 millions FCFA, ainsi que d'un accompagnement personnalisé dans le déploiement de son plan d'affaires.

Mme Minette Libom Li Likeng a ensuite indiqué que le concours est ouvert aux startups légalement constituées au Cameroun, aux jeunes entreprises en phase d'amorçage ou de croissance, et aux porteurs de projets disposant d'une solution déjà développée, au minimum au stade de prototype fonctionnel. Une attention particulière est accordée aux jeunes entrepreneurs, aux femmes innova-

trices et aux initiatives à fort impact en milieu rural.

Quant à la procédure, elle repose sur un appel à candidatures national accessible en ligne. « Après une vérification administrative et technique des dossiers, les candidats présélectionnés défendront leurs projets lors de pitches régionaux. Les critères d'évaluation portent notamment sur le degré d'innovation, la viabilité économique, l'impact socio-économique et le potentiel de mise à l'échelle », a informé le membre du gouvernement. Et d'ajouter : « À l'issue des présélections, vingt startups seront retenues pour la grande finale nationale prévue à Yaoundé en avril 2026. Les fina-

listes bénéficieront d'un cofinancement et d'un accompagnement technique dans le cadre du PATNUC ».

Conçu comme un mécanisme transparent et compétitif, l'Agritech Innovation Challenge entend identifier, accompagner et financer les startups les plus prometteuses. La première édition a déjà permis de structurer des solutions concrètes répondant à des problématiques réelles du terrain. Les conventions récemment signées avec les lauréats encadrent désormais leur accompagnement technique et financier, avec des objectifs précis, des indicateurs de performance et des mécanismes rigoureux de suivi. Inscrit dans l'axe stratégique n°3 du

PATNUC, ce challenge vise à faire du digital un levier structurant pour l'agriculture, l'élevage et la pêche. Des secteurs qui constituent un pilier majeur de l'économie camerounaise, mais qui restent confrontés à de nombreux défis : faible modernisation des exploitations, difficultés d'accès aux marchés, vulnérabilité accrue face aux changements climatiques et pression croissante sur la sécurité alimentaire. Face à ces enjeux, les solutions numériques ne relèvent plus du luxe technologique, mais d'une nécessité stratégique. Plateformes de mise en marché, outils de traçabilité, applications de conseil agricole fondées sur la donnée, digitalisation des coopératives ou solutions facilitant l'accès au financement : autant d'innovations susceptibles d'optimiser la production, d'améliorer la gestion des ressources et de renforcer la résilience des producteurs.

Une nouvelle saison où la technologie entend semer les graines de la transformation agricole camerounaise.

LE CHIFFRE

30000

À Yaoundé, l'Institut national de la statistique (INS) a signé le 25 février des accords avec MTN Cameroon et Orange Cameroon pour faciliter le paiement électronique de plus de 30 000 agents mobilisés pour le recensement général de la population et celui de l'agriculture et de l'élevage. Cette initiative s'inscrit dans le projet HISWACA, financé par la Banque mondiale, qui vise à moderniser les systèmes statistiques et renforcer l'accès aux données au Cameroun. Le directeur général de l'INS, Joseph Tedou, a souligné que le partenariat garantirait un paiement « souple et fluide » via mobile money, corrigeant les lacunes des systèmes précédents. La cérémonie a réuni les dirigeants de MTN et Orange, ainsi que des représentants du UNFPA, de la FAO et du ministère de l'Économie, mettant en lumière l'importance de ce dispositif pour la fiabilité et l'efficacité des opérations de recensement.

L'HOMME

Serge Daura



À seulement 20 ans, le natif de Ngalbidjé, dans le 1er arrondissement de Garoua, décroche le Ballon d'Or camerounais 2025, confirmant son

statut de nouveau phénomène du football national. C'est sur le terrain poussiéreux de Boulboudiré que le destin de ce « génie » a commencé à s'écrire. À six ans à peine, le jeune Serge faisait déjà preuve d'un talent indéniable, rapide, précis et audacieux, attirant l'attention de tous dans son quartier. Fils de Mathieu Gambo (ancien attaquant passé par Coton-sport de Garoua, Union de Douala et les Girondins de Ngaoundéré), il aurait pu se contenter d'un héritage déjà glorieux. Mais Serge Daura a choisi d'écrire sa propre légende, soutenu par sa mère et porté par la rigueur d'un nom à honorer. Sous les couleurs de Gazelle FA, la saison 2024-2025 a été celle de la consécration. Avec 15 buts et 11 passes décisives, il a participé directement à 26 réalisations, établissant un record et dominant le championnat comme jamais auparavant. Rapidité, technicité et sang-froid : le « génie de Garoua » a imposé son empreinte à chaque match. Aujourd'hui, le Cameroun découvre qu'un nouveau roi du ballon rond est né. Serge Daura ne se contente pas de succéder aux grands noms, il ouvre un chapitre inédit dans l'histoire du football national, celui d'un prodige précoce mais déjà souverain sur le terrain.

AGENDA

11 MARS 2026

Complexe scolaire Georges I (Nkolinda), Olympiades de mathématiques.

14 MARS 2026

Yaoundé (Tongolo), Journée nationale des coiffures ancestrales.

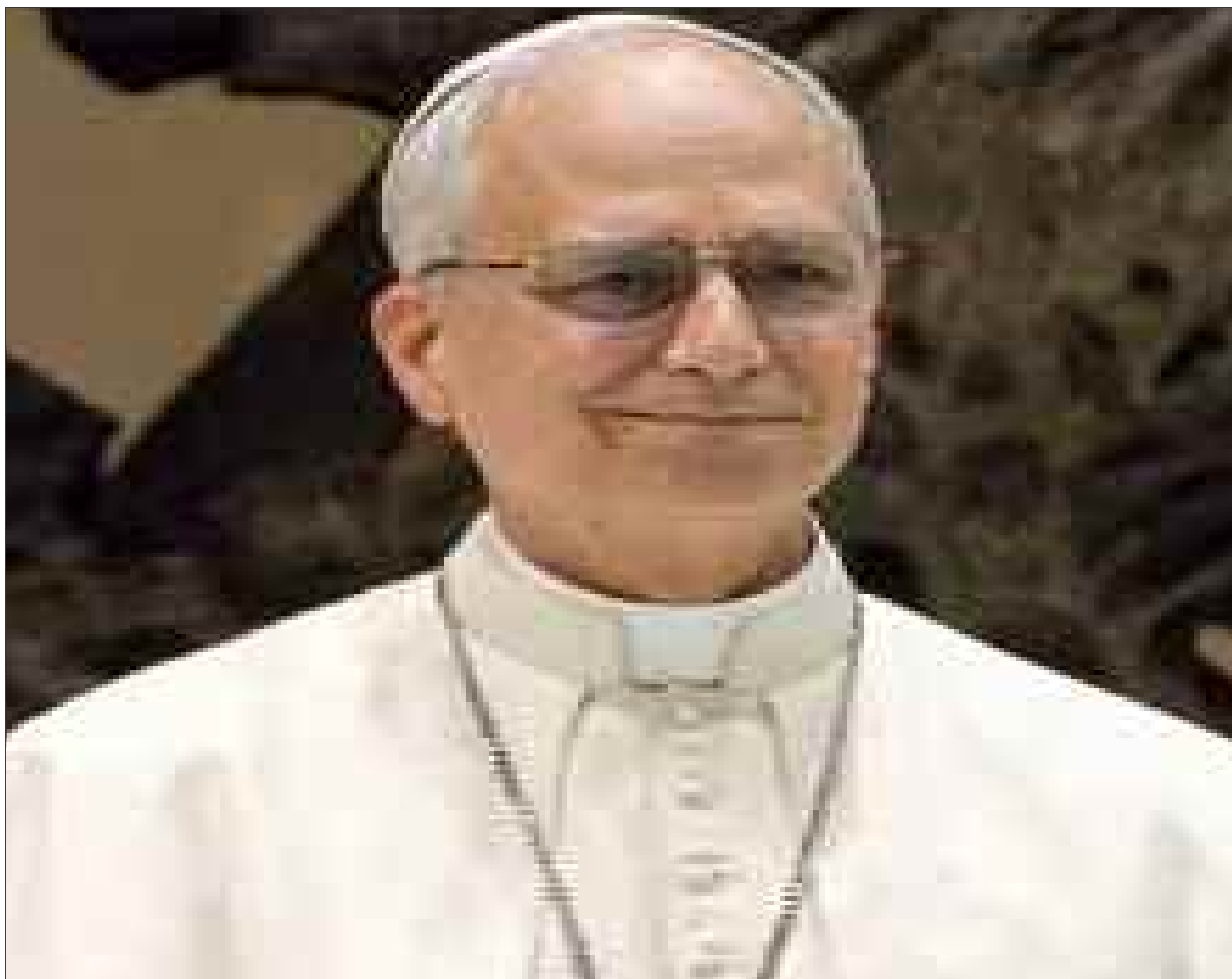
JRMA

À l'approche de la venue du Souverain Pontife dans le pays, l'effervescence gagne l'ensemble du paysage religieux. Leaders chrétiens, musulmans et autorités traditionnelles y voient une occasion de consolider le dialogue et la cohésion nationale.

L'annonce de la visite du pape Léon XIV a déclenché une dynamique qui dépasse le seul cadre catholique. Dans les temples protestants comme dans les mosquées, les messages d'ouverture se multiplient, traduisant une volonté partagée de faire de cet événement un moment de rassemblement.

Le révérend Fidèle Otabela, responsable d'Église protestante à Yaoundé estime que « la venue du Saint-Père est une opportunité historique pour renforcer l'esprit œcuménique ». Selon lui, au-delà des différences doctrinales, « les chrétiens doivent parler d'une même voix sur les questions de paix, de justice sociale et de solidarité ».

Du côté musulman,

VISITE DU PAPE LÉON XIV AU CAMEROUN
Au-delà des clochers, l'unité en chantier

Cheikh Ousseni, imam à la mosquée d'Étam-Bafia (Yaoundé 4e), souligne que « l'accueil d'un leader religieux mondial est un signe de maturité pour notre pays ». Il rappelle que le Cameroun a bâti sa stabilité sur le respect mutuel entre confessions et insiste sur « la nécessité de préserver ce climat de fraternité, surtout dans un contexte international parfois

marqué par les tensions religieuses ».

Les autorités traditionnelles expriment également leur intérêt. Sa Majesté Grégoire Essindi, chef coutumier basé à Mbalmayo (Nyong-et-So'o) confie que cette visite « honore toute la nation, pas seulement les catholiques ». Pour lui, la rencontre éventuelle entre le pape et les gardiens des traditions serait «

un symbole fort de reconnaissance des valeurs culturelles locales ». Hamidou Yaya, autre leader traditionnel résidant à Douala (région du Littoral) évoque « l'importance du dialogue entre spiritualités, qu'elles soient révélées ou ancestrales », estimant que « la paix durable passe par l'écoute et le respect des identités ».

Au plan institutionnel, les préparatifs se poursuivent dans un climat de concertation. Des rencontres interreligieuses sont envisagées afin d'envoyer un message commun de paix et d'unité. Pour plusieurs observateurs, l'enjeu dépasse le protocole : il s'agit de transformer cette visite en catalyseur d'un dialogue renforcé entre communautés.

Ainsi, bien avant son arrivée, le pape Léon XIV suscite un élan collectif inattendu. Entre attentes spirituelles et aspirations citoyennes, sa visite pourrait marquer un tournant dans la consolidation du vivre-ensemble camerounais.

Bobo Ousmanou

L'Université Paris Cité a accueilli, du 2 au 4 mars 2026, des journées d'étude consacrées aux « espaces, politisations et savoirs minoritaires ». Parmi les communications présentées, celle du politologue camerounais Tombruma Médjéyé a marqué les débats par la force de son ancrage historique: les résistances kirdi dans le nord du Cameroun.

Pour ouvrir son propos, le chercheur a replongé l'auditoire en 1972, dans le bassin du lac Tchad. Cette année-là, des jeunes hommes furent arrêtés, torturés et emprisonnés pour avoir demandé la création d'une école primaire dans leur localité. L'accusation officielle évoquait une «subversion contre le chef de canton». Leur véritable tort, rappelle l'intervenant, était d'appartenir aux peuples dits «Kirdi», longtemps maintenus en marge de l'espace politico-religieux dominant.

Kaka Pierre, ce fils kirdi, qui courageusement, posa l'acte salutaire qui redéfinira le destin des peuples des montagnes. Une lettre écrite par ses soins partira des montagnes, transitera par Paris et tombera sur la table d'Ahmadou Ahidjo, chargé de légitimité.

COMMUNAUTÉS DU GRAND NORD

La voix des Kirdi résonne à l'Université Paris Cité



Do

Quelques années plus tard, les montagnards de Kudumbar se verront attribuer une place au parlement camerounais.

Le terme «Kirdi», utilisé historiquement par des groupes islamo-peuls et bornouans, signifie «celui qui ne prie pas». Plus de 130 groupes culturels se sont ainsi vus assigner une identité négative, réduite à une absence. S'appuyant sur les analyses de Judith Butler, le chercheur a montré comment cette désignation fonctionne comme une interpellation performative : nommer, c'est produire une réalité sociale. Être appelé «Kirdi», ce n'est pas seulement être décrit ; c'est être placé hors du centre symbolique.

Cette exclusion n'était pas qu'un fait de langage. Elle s'est traduite par des entraves administratives concrètes : difficultés d'accès à la carte nationale d'identité, restriction de mobilité, marginalisation économique. L'intervenant a mobilisé les travaux d'Achille Mbembe pour analyser ce processus de «nativisation», par lequel certains groupes sont assignés à une localité fixe, privés d'histoire politique et d'horizon national. Mais la communication ne s'est pas limitée à l'exposé d'une domination. Elle a mis en lumière les formes multiples de résistance. Résistance militaire d'abord, lorsque les populations des Monts Mandara transformèrent leur relief en

forteresse naturelle face aux razzias et aux entreprises d'assujettissement. Résistance culturelle ensuite, plus discrète mais tout aussi décisive : rites préservés, langues transmises, chants et cosmogonies maintenus dans l'intimité des foyers. Une dynamique que l'on pourrait rapprocher du «transcript caché» théorisé par James C. Scott : ces formes souterraines de contestation qui échappent au regard du pouvoir.

L'un des moments forts de la présentation a porté sur la notion de «kirditude». Popularisé dans les années 1990 par des intellectuels et cadres issus de ces communautés, dont Baskouda Jean-Baptiste, ce concept désigne le retour-

nement du stigmate. À l'instar de certaines réappropriations identitaires observées ailleurs dans le monde, il marque le passage d'une identité imposée à une conscience assumée. Être kirdi ne signifie plus être «sans Dieu», mais appartenir à une histoire, à une mémoire et à une tradition de résistance. Cette dynamique trouve aujourd'hui un écho international. L'inscription des paysages culturels Diy-Gid-Biy des Monts Mandara au patrimoine mondial de l'Unesco en 2025 a été évoquée comme un symbole fort : ce qui fut longtemps perçu comme marginal ou archaïque est désormais reconnu comme patrimoine de l'humanité.

La communication s'est achevée dans un silence attentif. Le chercheur a prononcé les noms de plusieurs jeunes hommes arrêtés en 1972 : Ngouloumdar Toumbouloum André, Menguéwé Amos, Sof-tokom, Chirew-Chirew. Aucun manuel scolaire ne les mentionne. Aucun monument national ne les commémore. Les dire, dans un amphithéâtre parisien, revenait à les réinscrire dans l'histoire. Ces journées d'étude auront ainsi rappelé que les savoirs minoritaires ne sont pas des savoirs périphériques. Ils sont des archives vivantes, des mémoires de résistance et des ressources pour penser autrement le politique. À Paris, le temps d'une intervention, les voix des montagnards des Mandara ont trouvé un espace d'écoute.

Louise Nsana

Le Sort des communautés de réfugiés au Cameroun reste un sujet de préoccupation pour les acteurs impliqués dans l'action humanitaire.

Leur exil au Cameroun loin de leurs foyers et de leurs moyens de subsistance restent entravés par des conflits armés impliquant des groupes non étatiques. Une précarité extrême, un développement peinant et des risques climatiques. Quelques 407 968 personnes (principalement issues de RCA, du Nigeria, du Tchad et du Niger) sont concernées par ce descriptif auxquelles s'ajoute population de 19 082 demandeurs d'asile et de 1 004 257 déplacés internes, selon des données du Haut-commissariat des Nations unies pour les



Sale temps pour les réfugiés au Cameroun

réfugiés (HCR) de janvier 2026.

Le tableau de la situation fait état des crises persistantes dans un contexte où : «Les lacunes structurelles et les vulnérabilités durables ampli-

fient l'impact de chaque nouveau choc. Les inondations et la sécheresse endommagent à plusieurs reprises les actifs, perturbent les moyens de subsistance et mettent à rude épreuve des ser-

vices déjà limités. Dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest, l'insécurité et les contraintes d'accès ajoutent une complexité supplémentaire. En 2025, les contraintes documentées dans les zones touchées

comprenaient des restrictions de déplacement, des obstacles administratifs retardant les opérations et des incidents augmentant les risques pour les civils et les travailleurs humanitaires», énonce le Bureau de coordination.

La condition des communautés déplacées reste de ce fait dominée par le chômage, les vulnérabilités sanitaires ; des besoins en éducation, en nutrition, en abri, en protection et en eau. L'aide internationale ne suit pas toujours la montée de besoins au contraire, certains donateurs se retirent. Les humanitaires usent de mesure dans l'expression des fonds requis pour l'année 2026. Soit précisément 179 milliards 874 millions de FCFA en faveur de 2,9 millions

de personnes (dont 19 millions en situation d'urgence), contre 215 milliards de FCFA sollicités un an plus tôt. Durant cette période, seul 20 % de l'enveloppe a été effectivement mobilisé, soit environ 43 milliards de FCFA selon les Nations unies. Résultat : la capacité des partenaires à mobiliser les fournitures vitales, à maintenir les effectifs à investir dans la logistique et la gestion des risques s'en trouve amoindrie. Pire encore, les restrictions budgétaires ont un impact direct et immédiat sur les conditions de vie des communautés déplacées. Ces dernières subissent depuis plusieurs années des rationnements dans un contexte d'incertitude généralisé.

Louise Nsana

L'édition 2026 du Mbam'Art qui s'est tenue à Bafia du 21 février au 1er mars 2026, n'a pas dérogé à sa mission : celle de valoriser l'art et la culture du Mbam en particulier et du Cameroun en général.

MBAM'ART 2026

Le Mbam se raconte dans ses artefacts

Ce pari est de nouveau tenu avec la participation d'une trentaine d'artisans dont les œuvres exposées réfèrent au tissage et au textile, la poterie, la vannerie, la sculpture, la cosmétique, entre autres. La fabrication des calebasses occupe une place prépondérante dans l'artisanat local. Ici, l'exploit repose sur la production agricole des calebasses aux dimensions et à la contenance remarquables. Toute chose mise en vitrine au Mbam'Art 2026 avec l'exposition d'une calebasse vieille de 200 ans. «La calebasse en question est une variété qui a une épaisseur d'environ 1 cm. On sème la variété en question là où la terre est vraiment fertile. Pour qu'elle donne les caractéristiques désirées, on choisit celle qui évolue et on élimine les autres pour permettre à cette calebasse de tirer tous les avantages nécessaires du sol. On prend le temps de chasser les mouches qui gâtent le feuillage en aspergeant la cendre régulièrement pour les éloigner». Dans le Mbam, la taille des calebasses est rattachée à des indications géographiques. «Aujourd'hui on retrouve les calebasses de 27 litres dans le village de Bentigue. Ils ont conservé à la chefferie une calebasse d'au moins 30 litres qu'on peut seulement sortir pour les fêtes du village. Là c'est tout le village qui met la main. Il y a quelqu'un qui est chargé de porter cette calebasse, ce n'est pas n'importe qui la porte parce que si tu fais l'erreur la calebasse se casse c'est comme un deuil au village parce que c'est des calebasses tellement protégées. C'est la force du village» renseigne Sa Majesté Defo Chrétien, en charge de la fabrication des objets d'art pour les chefferies du grand Mbam.

Au village du Festival des œuvres culturelles dédiées à d'autres usages, l'attention du visiteur est captée dès l'entrée. Comme une promesse d'immersion dans le passé glorieux des villages, celles-ci rappellent à la mémoire commune les rites et les grandes figures des communautés. Une forge du « Gambi » (araignée mygale utilisée pour les divinations) précède une série d'objets mythiques des chefferies (masques mystiques, instruments de résonance). De quoi ramener au goût du jour la religion ancestrale et plus encore, d'ouvrir des questionnements sur le sort des œuvres d'art dédiées aux chefferies toujours en déportation. «Les statuettes mystiques exposées sont prin-



cipalement issues du Mbam et Kim avec le Tikar. De ce côté, on trouve encore rarement les sculpteurs traditionnels. En 1913, on trouvait à Bafia de nombreux objets de sculpture. Les objets de chasse et de danses traditionnelles sont encore vivants aujourd'hui. Les mortiers et les tam-tams également. Les sculptures de formes de personnes sont rares ici maintenant.

Aujourd'hui il y a une seule famille à Bafia qui détient encore une œuvre sacrée. Je l'ai découvert pendant mes recherches. Sinon, ici aussi,

presque tous les originaux ont été déportés vers l'Occident», souligne sa Majesté Defo. La question de la spoliation des objets d'art par les colons revient donc subrepticement sur la scène. Ici, comme ailleurs au Cameroun, les réflexions sont tournées vers le rapatriement des pièces d'art local se trouvant dans des collections publiques et privées à l'étranger. L'empressement des communautés à rentrer en possession de ces œuvres tient surtout du fait qu'elles sont associées à des pouvoirs. «Les ancêtres sculptaient des personnages de re-

présentation qu'on adoraient. Il y a des animaux qu'on sculptait pour les avoir comme fantômes parce que dans la sculpture il y a des pièces qu'on fabrique et on y met le pouvoir qui peut garder la maison, qui peut sauver des gens, qui peut parler à certaines heures. L'artisanat des chefferies est différent de l'art décoratif. Ces objets sont fabriqués par des gens qui ont encore la culture ancestrale. Même pour les garder, la communauté choisissait quelqu'un pour de bien assis pour jouer ce rôle. Lorsque je fabrique par exemple un objet,

je prononce des paroles pour transférer mon pouvoir. Pour que quelqu'un d'autre puisse l'utiliser pleinement, il faut que je retire ce que j'ai mis », souligne le chef traditionnel. La rétrocession des œuvres d'art camerounaises et africaines suit son cours. Le contexte y afférent évolue dans plusieurs pays notamment en France, mais aussi en Allemagne où le secret entourant l'existence des pièces camerounaise a cédé la place à un inventaire de plus de 40 000 objets d'art camerounais conservés.

Louise Nsana

En mettant en lumière l'habitat typique du peuple Mbamois, le festival créé en 1996 ouvre une fenêtre sur le fondement des sociétés traditionnelles.

Au village du festival Mbam'Art 2026, tout est fait pour déconnecter le visiteur des décors festifs privilégiés en ville. Ici, le raphia et la paille ont succédé aux chapiteaux et fleurs dans une savante représentation du village traditionnel typique. Le décor est complété par une dizaine de cases dont l'ensemble forme l'expression de l'habitat du peuple Mbamois dans ses différentes déclinaisons: Bafia, Tikar Nyokyon, Yambassa, Yangben, Lémande, Banen, Yambetta, Gouïfe, Banso, Ossanaga, Vute, Balom... De quoi mettre en exergue le savoir-faire ancestral en matière de construction. Derrière les matériaux rudimentaires bambous, terre battue, paille et feuilles de raphia, se déploient des techniques bien établies et une connaissance de la matière qui permet de porter à 40 ans la durée de vie de ces bâtisses. «Les Bafia, pour poser leurs toitures, utilisent un système traditionnel où on prenait des bambous, qu'on mettait sur des fourches comme des chevalets, on attachait tout ça étant à terre. Au moment de poser le toit, on appelait des gens qui soulevaient, on posait et on attachait pour que les deux restent collés en haut. Alors que chez les Banen, les Ossanaga et autres, on fait les toits avec la paille. On attache la paille en haut après avoir posé les bambous. Si on regarde les techniques utilisées, les Banen commencent à tresser la paille en bas pour arriver vers la faîtière du toit ; alors que les autres commencent par le haut pour descendre. D'autres toitures ont des dômes et c'est la particularité de deux tribus les Vute et le Tikar. C'est une façon de terminer le toit par ce mât et c'est fait pour que le toit se referme bien. Il est réalisé à base d'un bambou qu'on taille d'abord et qu'on fixe verticalement et on croise la paille tout autour. C'était une technique bien maîtrisée que les gens



d'avant utilisaient, rien n'était fait par hasard et les maisons duraient et elles sont étanches, la pluie ne peut pas passer. Nous-mêmes, nous avons grandi dans des cases comme cela. On changeait juste le toit après deux ans», raconte Zacharie Moukounde, notable Banen de Njikinimeki et responsable de l'installation du village du festival Mbam'Art. Les détails des ouvrages font étalage des modes de vie spécifiques de chaque grande famille. Bien plus encore, le village du festival Mbam'Art expose la flore de chaque aire géographique rattachée aux Mbamois. La paille pour les familles se trouvant dans la savane, les raphias pour ceux dans la moyenne forêt du centre.

Et quelques fois, il faut gravir des niveaux dans l'imaginaire pour entrevoir les méthodes de calculs appliquées au dimensionnement des cases. «Chaque famille du Mbam a ses spécificités, sa façon traditionnelle de vivre, par exemple les ustensiles qu'il faut utiliser dans sa cuisine, sa façon de dormir. Chaque famille a ses rites et traditions. C'est ce qui fonde les petites différences. Cependant une chose est commune : c'est que dans chaque case, il y avait du feu à toute heure parce que la cuisine était incorporée dans la case et puis, les villages étaient entourés de végétation donc il faisait froid. Donc généralement, il y'avait toujours le feu dans un coin pour tenir la famille au chaud

pendant la nuit. La fumée qui montait permettait de solidifier le toit des cases», souligne le technicien en bâtiment.

Expression des brassages culturels

Les cases traditionnelles du Mbam et Kim et du Mbam Inoubou constituent l'une des attractions majeures du Festival Mbam'Art 2026. Elles ont été auscultées sous tous les angles du 21 février au 1er mars 2026. Par petits groupes, les visiteurs scrutent les ouvrages. Toute occasion trouvée d'établir des rapprochements avec les modèles de construction de leurs villages d'appartenance. Sur la question, il y a fort à dire : «La case Bafia ressemble à ce qui se faisait chez les Bassa.

Ils construisaient de la même façon que les Bafia avec la cuisine à l'intérieur. La différence est que chez les Bassa on faisait des fondations et c'est l'une des choses qui a marqué les Allemands quand ils sont arrivés au Cameroun et qu'ils observaient le savoir-faire des Bassa», explique Mbombok Malet Ma Njami Mal Njam sur les lieux. La suite de son propos est relative à l'organisation de l'espace dans les cases.

Là où se codifie la société

Les deux patriarches s'accordent sur un fait: la case traditionnelle, au-delà de servir d'abris pour le foyer, est l'espace où se tissaient des codes sociaux. Et la hiérarchie des rapports humains, pour se construire, s'arrimait à la fumée des feux de chauffage à la cuisine. «Vous savez quand on grandissait, nos cases étaient organisées de sorte que même les quelques poules d'un foyer pouvait résider à l'intérieur. Qu'est-ce que les parents faisaient donc pour s'assurer que les enfants ne mangent pas les œufs, ils nous disaient que les enfants ne doivent pas en manger de peur d'être faibles et tout le temps malades. Et nous on n'en mangeait pas. Ce qui faisait que les poules pouvaient se multiplier sans problèmes. C'est dans ces mêmes cuisines que les règles alimentaires de

la famille étaient fixées. Nos mamans ne mangeaient pas de tout. Il y avait des viandes réservées aux hommes uniquement et quand l'homme ramenait une viande interdite aux femmes, les mamans préparaient justes les assaisonnements qu'elles remettaient à nos papas et ils cuisinaient eux-mêmes cette viande. Aujourd'hui, l'on trouve que c'était une violence contre les femmes. Mais nos parents ne faisaient pas les choses par hasard, c'était une façon de rappeler aux femmes leur position devant leur mari, devant l'homme. Chaque règle qui était fixée permettait de garder une certaine cohésion sociale. Les enfants connaissaient leur place et leurs limites, les femmes connaissaient les leurs et l'homme aussi. La case était le point de départ des rapports humains dans le village», souligne le notable Zacharie Moukounde.

Ainsi dit, le rôle des cases dans la construction des sociétés traditionnelles du Mba et les cultures s'y rapprochant restent à ce stade évalué de façon insuffisante. Pour Mbombok Malet Ma Njami Mal Njam, il faut encore creuser dans les dimensions spirituelles pour compléter le tableau des équilibres sociaux. Tel est le narratif d'un savoir-faire ancestral mis en exergue à Bafia, à l'occasion de la 12e édition du festival Mbam'Art.

Ruth Estelle Belinga
Correspondance particulière

Samedi 28 février 2026, cette localité de la région du Sud a accueilli la cheffe de la délégation permanente départementale du comité central du RDPC pour la Mvila, pour une rencontre d'échanges sous le thème : « La Mvila, place forte du Renouveau, déterminée à soutenir le septennat des grandes espérances et mobilisée pour les victoires futures du RDPC ».

La salle des fêtes de la mairie de Ngoulemakong a accueilli du monde, ce samedi 28 février 2026. Les militants du Rassemblement démocratique du peuple camerounais ont massivement répondu présents au lancement de l'année politique dans le département de la Mvila, Ladite manifestation initiée par Minette Libom Li Likeng, Cheffe de la délégation permanente départementale du comité central du RDPC pour la Mvila, sous le thème: « la Mvila, place forte du Renouveau, déterminée à soutenir le septennat des grandes espérances et mobilisée pour les victoires futures du RDPC ». L'occasion était ici donnée pour l'examen des engagements politiques consentis. Pendant une journée, les militants du

RENTÉE POLITIQUE DANS LA MVILO Ngoulemakong à l'honneur



Minette Libom Li Likeng, Cheffe de la délégation permanente départementale du comité central du RDPC pour la Mvila

RDPC de Ngoulemakong ont pris la pleine mesure de leur engagement politique. Et pour le maire de cette commune d'arrondissement, c'est un honneur d'accueillir la rentrée politique dans sa localité : « je salue des deux mains cette initiative » a-t-il déclaré après avoir souhaité la bienvenue à l'assistance. Le maire, Albert Anicet Akoa, se réjouit du choix porté sur Ngoulemakong porte d'entrée de la région du Sud : « madame le ministre des Postes et Télécommunications a fait de Ngoulemakong, la capitale politique de la Mvila pour quelques heures » a-t-il dit. La rentrée politique à Ngoulemakong était également l'occasion pour le parti de revenir aux fondamentaux. Dans sa leçon inaugurale, Minette Libom Li Likeng la CDPD, a révélé le bien-fondé de la formation, après avoir réitéré ses félicitations aux militants de la Mvila pour le bon score enre-

gistré lors de la dernière élection présidentielle du 12 octobre 2025 (92%). « Il n'est pas question de dormir sur nos lauriers » a-t-elle déclaré avant d'ajouter qu'un militant bien formé est un militant responsable, capable de défendre son parti partout. C'est dans cette optique que trois problématiques ont été exposées et discutées entre camarades de parti. Il s'est agi de l'inscription sur les listes électorales, première phase de la marche vers les prochaines victoires électorales, (honorable Jean Jacques Zam) à la cohésion et discipline dans les rangs du parti (Dr Oyono Adams), en passant par de la discipline du parti, clé de voûte du fonctionnement harmonieux et victorieux du parti (Zo'o Olumane). Tour à tour et chacun suivant son exposé, les experts ont rappelé l'importance pour le militant de maîtriser ces notions. Une séance de travail qui a connu un

écho favorable auprès des militants interrogés : « cette façon de faire, je peux dire que c'est la marque de fabrique de maman Minette. Ce n'est pas la première fois pour moi et à chaque fois, c'est un plaisir. La répétition est pédagogique. On retient toujours quelque chose à la fin » a expliqué Lydie Ze, à la fin de la session de travail. Comme elle Gisèle, venue de la Suisse est plus que ravie : « je suis une infirmière à la retraite. Je vis 6 mois au Cameroun et 6 mois en Suisse. Ces formations m'aident à comprendre les idéaux de mon parti que j'aime tant. Je vais pouvoir soutenir mon parti lors des prochaines élections départementales et municipales. On m'a dit que le problème de la double nationalité ne s'applique pas aux femmes ». Mais, tout n'est pas que rose. D'autres militants pensent que le plus petit militant de la base est marginalisé. Toutefois, les jeunes de la section OJRDPD de la Mvila ont adressé une motion de soutien au Chef de l'État, président national du parti : « Monsieur le président, les jeunes de la Mvila vous félicitent pour votre victoire éclatante et sans bavure. Nous nous tenons prêts pour vous accompagner dans ce septennat des grandes espérances ».

Le lancement de l'année politique à Ngoulemakong, s'est terminé par la remise d'un important don de matériels agricoles aux Gic et Associations des femmes, des jeunes filles et des hommes pour le développement économique du département de la Mvila.

BUDGET 2026

21 milliards de FCFA alloués au Padi-Dja



Nouvelle ambition au PADI-Dja à l'entame de l'exercice 2026

Cette enveloppe connaît une hausse significative par rapport au montant d'1,9 milliards de FCFA attribué à l'organisme un an auparavant.

20 milliards 300 millions de FCFA. Ce montant correspond au budget alloué cette année au Programme d'aménagement et de développement intégré de la Boucle minière du Dja et de la Zone frontalière adjacente (Padi-Dja) pour l'exercice 2026. C'est ce qu'il ressort ce 3 mars 2026, des travaux des 21ème et 22ème sessions du Comité d'orientation et de supervision dudit Programme. L'enveloppe y dédiée connaît une hausse significative de 18 milliards 400 millions de FCFA par rapport au montant de 1,9 milliard octroyé en 2025 ; et de 16 milliards 600 millions de FCFA par rapport aux 3 milliards accordés en 2024.

Les fonds sus évoqués comprennent une quote-part de 2 milliards 300 millions de FCFA du gouvernement camerounais et 18 milliards de FCFA provenant des bailleurs de fonds. Toutes choses qui devraient permettre de rétablir la solvabilité de l'organisme auprès des différents prestataires. Notamment les structures « Il s'agit pour

nous de continuer les activités que nous avons commencé et surtout de payer les arriérés des entreprises qui ont réalisé des projets avec nous sur le chapitre 94. Il va sans dire que ce chapitre 94 a été supprimé sur demande du président de la République ; tous les chapitres communs que ce soit au MINEPAT (ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire) ou alors au ministère des Finances. Alors que les entreprises ont travaillé il s'agit pour une grande part de ces 2 milliards 300 millions de FCFA, de payer les en-

treprises qui ont travaillé sur le chapitre 94 et d'autre part d'assurer le fonctionnement récurrent du Programme », indique le coordonnateur du Padi-Dja, Blondeau Talatala.

Les assises tenues à Yaoundé mardi ont permis d'une part de jeter un regard rétrospectif sur les activités du Padi-Dja et d'ouvrir d'autre part, le chapitre des perspectives pour l'exercice en cours. « Ce qui va être fait c'est de payer les activités qui vont être lancées bientôt avec le bailleur de fonds à savoir le bitumage de deux

axes routiers à l'Est (Abong-Mbang – Lomié) et au Sud (Biyeme – Bengbis) à hauteur de 180 milliards de FCFA. Mais 18 milliards qui sont donnés maintenant vont essentiellement payer les décomptes d'avance de démarrage », explique Blondeau Talatala. Sur la question concrète du bitumage des tronçons de route Abong-Mbang-Lomié et Biyeme-Bengbis, la Banque de Développement des États de l'Afrique Centrale (BDEAC) qui finance le projet avait déjà autorisé, courant 2024, le gouvernement camerounais à engager des actions anticipées de contractualisation (recrutement du personnel clé notamment). Un plan de passation de marchés a au préalable été préparé et qui avait reçu la non-objection de la banque.

Depuis sa mise en œuvre, le PADI-Dja poursuit l'objectif d'améliorer durablement les conditions de vie des populations de la Boucle du Dja. Toute chose qui est marqué sur le terrain par le renforcement des investissements productifs, des infrastructures structurantes et des services sociaux de base ; à travers l'appui aux coopératives de producteurs et aux initiatives locales de valorisation des ressources naturelles.

ENVIRONNEMENT

A Yaoundé, la forêt chante ses prouesses

Le jardin Zoologique de Mvog-Betsi à Yaoundé accueille la 2e édition du Festival des sonorités de la forêt les 17 et 18 mars 2026 sous le thème «peuples de la forêt et de la savane en synergie d'action culturelle pour magnifier la préservation de la biodiversité». Ledit événement s'inscrit dans le sillage des initiatives visant la protection du massif forestier camerounais.

La question de la protection de la forêt ne relève d'une fantaisie au Cameroun. Avec un couvert végétal étendu sur quelques 22-23 millions d'hectares La forêt tropicale camerounaise offre des ressources vitales à près de 80 000 personnes, à l'instar de la nourriture, des plantes médicinales. D'un autre côté son importance sur le plan culturel n'est plus à démontrer. Elle constitue à la fois un élément essentiel de culte pour les religions animistes ainsi qu'un pilier de développement durable pour les communautés locales.

Le seul bémol à la clé de cette réalité réside dans l'intensification de l'activité industrielle dans les forêts avec pour conséquence directe la dégradation du couvert. Avec elle survient un impact négatif direct sur les cultures des peuples des forêts. «Le patrimoine musical des peuples de la forêt se trouve sérieusement menacé ? Si rien n'est fait, nous n'aurons plus droit au son authentique de la forêt qui est très agréable à l'oreille. La forêt émet des vibrations ; les initiés savent les interpréter pour le bien de l'homme. L'un ne peut vivre sans l'autre », apprend-on auprès de l'Assonfor.

Cette situation justifie le changement auquel veut parvenir l'association les sonorités de la forêt (Assonfor). A savoir : préserver l'art oratoire et musical traditionnel des peuples de la forêt. Le parc zoologique de Mvog-Betsi se dresse du 17 au 18 mars, comme le carrefour de l'expression culturelle des peuples de l'Est, du centre, du Sud et du Littoral.

Louise Nsana

Interview réalisé par
André Gromyko Balla

Sa Majesté Amougou Manga, chef de village Nkolmeyang II, présente l'importance symbolique et mystique de ce mont. Un site qui est un point de repère pour toute la communauté Mvog-Manga du Cameroun

Que représente le Mont Dzedzala pour les Mvog-Manga du Cameroun ?

C'est un mont qui abrite le site d'habitation de l'ancêtre de tous les Mvog-Manga. L'histoire voudrait révéler ici que Manga Moamba était le fils d'Owono Koré qui a pour pseudonyme Nne Boro qui est le père fondateur des bene. Quand on parle des Bene on voit les Mvog-Belinga, les Mvog-Amugu, les Mvog-Ndi, Mvog-zang, Mvog-Man ZE et autres. Owon Koré qui était un grand chef, avait une multitude de femme parmi les quelles Moamba Ndzié, la mère de Manga Moamba. Il se trouve que par la force des choses que parmi les tribus Bene, la tribu Mvog-Manga est bénie. C'est l'une des rares tribus qui peut retracer son historique avec des faits matériels. La tribu Mvog-Manga est l'une des rares tribus qui peut montrer le site d'habitation de leur ancêtre qui s'appelait Manga Moamba et se site s'appelle le Mont Dzedzala. Dzedzala, parce que quand vous y êtes, vous surplombé Yaoundé. Vous avez Yaoundé à vos pieds. Que s'est-il passé ? Manga Moamba qui était un grand guerrier et détenteur des usages et coutumes chez les Bene (force mythique et mystique) est installé dans ce mont par son père. Comme chef de guerre, il fallait choisir les hauteurs donc le choix du mont Dzedzala n'est pas anodin. Je voudrai dire qu'actuellement si nous montons au mont, nous allons retrouver les vestiges qui prouvent qu'il a vécu il y a des centaines d'années. Sa sépulture y est aussi.

Manga Moamba que l'on appelle Manga Amombo habite au mont Dzedzala et c'est là qu'il épouse ses femmes. Vous les retrouvez particulièrement dans la région du centre où ils commencent à partir du mont Dzedzala pour s'étendre de l'est à l'ouest. À l'est, on a Nkolafamba, beuglé Osol à l'ouest on a Nkoabang, Biteng et Odza. Ils sont parsemés par d'autres familles comme les Mvog-Man Ze juste après Nkoabang. Mais quand vous repartez vers Awae escalier vous retrouvez les Mvog-Manga. Plus loin, ils se trouvent à Ekali et Koumou sur la route de Mbalmayo. Au sud à Enamngal, Ngoulmakong il y a les Mvog-Manga mélangés

Le mont Dzedzala : le mausolée des Mvog-Manga



Sa Majesté Amougou Manga, chef du village Nkolmeyang II

aux autres tribus Bene comme le Mvog-Zang, Mvog-Nnomo. Malgré cette grande distance, tous les Mvog-Manga se reconnaissent et le point de repère reste le Mont Dzedzala. Voilà pourquoi c'est une colline sacrée. Nous les Mvog-Manga faisons deux excursions par an sur ce mont. En début d'année pour aller donner les bénédictions à nos enfants et petits-enfants afin qu'ils soient préservés du mal. La deuxième excursion a lieu en fin d'année. Ici les Mvog-Manga partent remercier leur ancêtre. Manga Moamba qui avait installé par son propre chef ses fils a instauré une coutume : celle de toujours prendre le premier enfant mâle lorsqu'il est né et courir avec ce dernier et présenter à Dzedzala et le présenter au père fondateur afin qu'il soit béni par ce dernier malgré la distance. Cette tradition est perpétuée jusqu'à nos jours. Compte tenu des changements et due à la modernité nous avons été obligés de changer la façon de faire. Nous choisissons la fin d'année afin que tous les fils et filles Mvog-Manga montent pour se recueillir sur la tombe de Manga

Moamba. Ce rituel n'est pas du tourisme, c'est un recueillement spirituel où nous faisons des incantations pour nos enfants.

Qui conduit les excursions ?

Il faut relever que ceux qui conduisent des excursions mystico-spirituels sont rigoureusement choisis. Il y a dix ans, votre humble serviteur avait été choisi avec un autre chef traditionnel pour conduire le pèlerinage. Pour la pérennisation de cette tradition, nous formons actuellement les jeunes minutieusement sélectionnés dans toutes les familles Mvog-Manga. Il est question de passer la main.

Quels est la mystique cachée du mont Dzedzala ?

Quand nous étions enfant, il y avait des plantes comestibles qui poussaient naturellement dans ce mont. On avait les ananas, les papayers, les cannes à sucres, cerises, les goyaves et autres. Si vous y étiez, vous ne mourrez pas de famine. Mais il était interdit de descendre avec ces produits. Ce qui s'amusaient à prendre ces produits pour rentrer avec

se perdaient. Tu retrouvais la route quand tu laissais ces produits là-bas. Comme vestiges, bien poli et précis comme ci s'est un appareil moderne qui les avaient réalisés. Les Mvog-Manga appellent ces marques Meboang Me Ntongo BE (les genoux du créateur). Tous ceux qui font l'excursion peuvent voir ces marques. Les Mvog-Manga pensent que le créateur a eu à se mettre à genoux pour prier dans cet endroit. La tradition littéraire, dzedzala veut dire édzedzala c'est-à-dire le grand village. À Dzedzala on rentre satisfait lorsqu'on est fils ou fille Mvog-Manga. Manga maomba brise toutes les malédictions et blocages spirituel. Tous les problèmes Mvog-Manga se résolvent là-bas. Pour trancher un litige on te demande de jurer au nom du mont Dzedzala.

Quels mystères peut-on avoir à Dzedzala ?

Nkolmeyang fait partir de

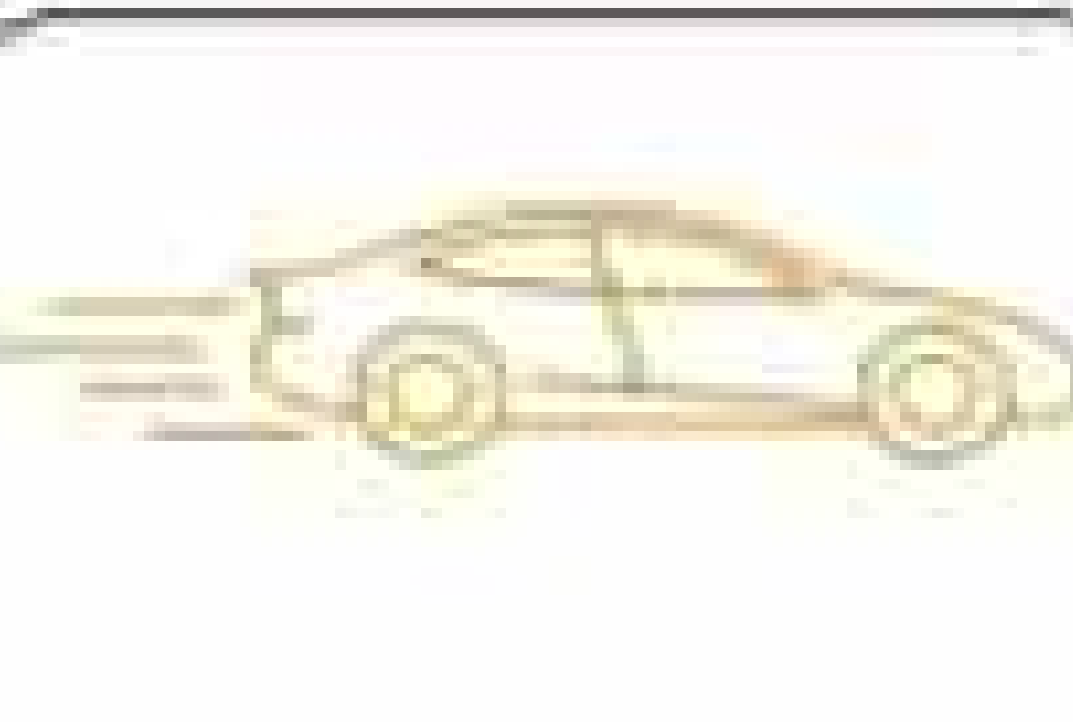
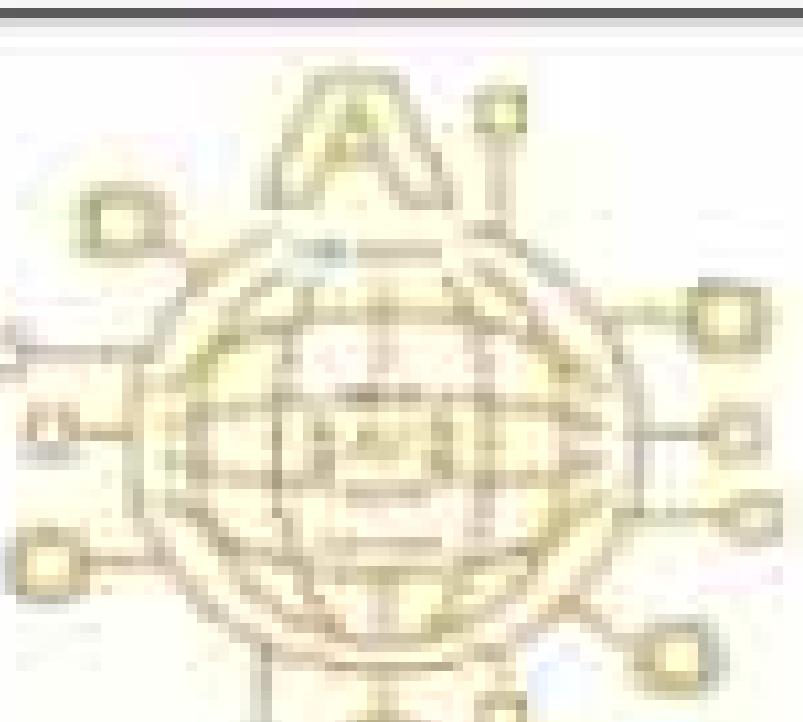
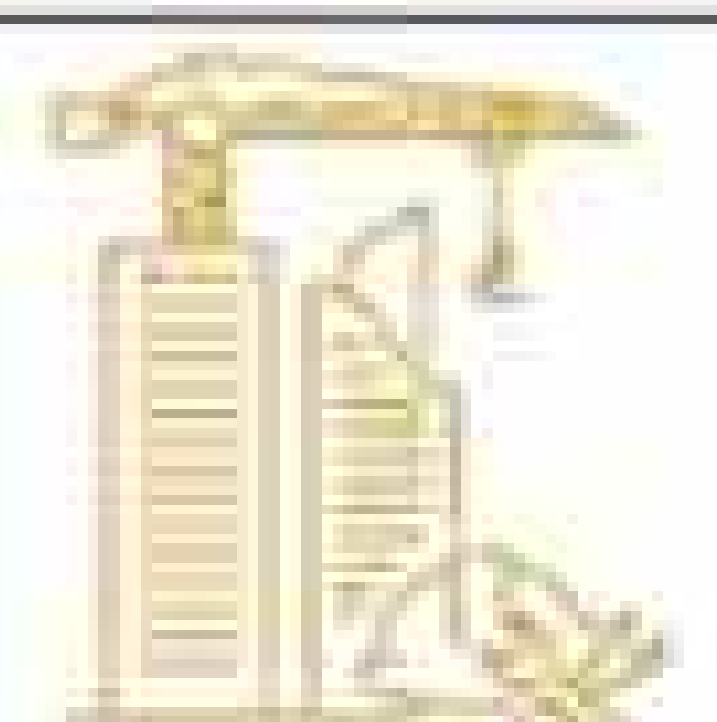
Dzedzala. L'administration a divisé ce grand village en 3. Nkolmeyang I, II et III, et quand on parle de Nkolmeyang (colline des oignons), il ne s'agit pas des oignons de cuisson. Ce sont les oignons traditionnels, destinés à certains rites de purifications et de protections. C'est au mont Dzedzala que ses oignons poussent. Je peux vous citer aux moins trois types d'oignons qu'on possédait. À l'époque des guerres et des conquêtes, il fallait avoir beaucoup de garçons. Il y avait un oignon qu'on donnait aux hommes et aux femmes. Après la neuvaine traditionnelle. Lorsqu'ils entretenaient les relations sexuelles avec leurs femmes elles enfantaient les garçons. Ce qui permettait à la tribu d'avoir plus de guerriers. Jusqu'à nos jours les Mvog-Manga ont un oignon pour soigner l'impuissance sexuelle. Il y a l'oignon qui préserve contre les forces maléfiques. Ces frères Bene venaient s'abreuver auprès de Manga Moamba pour de multiples problèmes comme les guerres et la mystique dans le sens large du terme.

Sous le Haut Patronage du Président de la République du Cameroun

PROMOTE 1^{ère} ÉDITION DU SALON INTERNATIONAL DE L'ENTREPRISE, DE LA PME ET DU PARTENARIAT DE YAOUNDE

12-21 JUIN 2026
PALAIS DES CONGRÈS
YAOUNDE - CAMEROUN

VIVEZ L'INNOVATION : 09 PAVILLONS ÉCONOMIQUES VOUS ATTENDENT !
« LE SALON DANS LE SALON » : UN ÉCOSYSTÈME DÉDIÉ PAR FILIÈRE POUR MAXIMISER VOS OPPORTUNITÉS.

 IMPORT SUBSTITUTION	 SANTÉ	 AUTOMOBILE	 AGRI & AQUACULTURE	 NUMÉRIQUE 360°
 FINANCES & ASSURANCES	 EAU & ÉNERGIE	 BTP	 PAVILLON PAYS	

SOUSCRIPTIONS EN COURS
Organisateur Mandaté
INTERPROGRESS

WWW.SALONPROMOTE.ORG
INFO@INTERPROGRESS.ORG +237 677 707 679 / 620 21 17 16

RadioIntégration
LA VOIX DES COMMUNAUTÉS

Radio Intégration, votre web radio est fonctionnelle :

Télécharger l'**Application Radio Intégration**, à partir d'un téléphone Android, sur Google play store en cliquant l'onglet Recherche pour y mentionner Radio Intégration, puis valider.

Radio Intégration est également sur la plateforme numérique : **www.radiointegration.com** et sur les réseaux sociaux

Contacts:
Tél : +237 222-232-352
+237690-020-339
+237 676-20-37-09
Mail : radiointegration@gmail.com

Dr Guy Gweth

Face à l'asphyxie financière de la CEMAC, le Dr Guy Gweth, président du Centre africain de veille et d'intelligence économique (CAVIE) dénonce un manque de volonté politique plutôt qu'une fatalité économique. Entre l'échec du modèle extractif et la rétention illicite des taxes communautaires, l'auteur de *Puissance 237 : pour une stratégie de puissance régionale 2025-2050* appelle vigoureusement Yaoundé à assumer enfin son leadership arithmétique.

L'annonce récente, par la commission de la communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale, de la suspension d'une partie de ses activités faute de trésorerie a agi comme un électrochoc dans les chancelleries de la sous-région. Si certains observateurs y voient les prémices d'une agonie institutionnelle, cette crise de liquidités révèle en réalité une pathologie bien plus profonde : l'absence d'une volonté de puissance assumée au service du collectif. Alors que la zone CEMAC dispose d'atouts géostratégiques et naturels immenses, elle demeure prisonnière d'un modèle de rente et d'une gouvernance par la retenue budgétaire.

La question qui se pose aujourd'hui n'est pas tant celle de la survie de l'institution que celle de la capacité des états membres à transformer une intégration de survie en une intégration de puissance. Cette réflexion s'articulera autour du

Jean-René Meva'a Amougou

Face à un chômage qui freine l'avenir de la jeunesse urbaine, un programme innovant allie formation, mentorat et financement au profit de plus de 350 jeunes.

Dans un contexte où le chômage et le sous-emploi frappent durement les jeunes urbains camerounais, un projet ambitieux se propose de transformer la donne. Le Programme Mboa Jeunes Créatifs, financé par le Fonds Équipe France (FEF) et mis en œuvre par Cameroun Entreprises Développement (CED) en partenariat avec l'Institut Européen de Coopération et de Développement (IECD), vise à accompagner les jeunes âgés de 18 à 35 ans vers l'autonomisation économique et un engagement citoyen durable.

L'enjeu est colossal : selon les dernières données, une part significative de la jeunesse urbaine se retrouve sans emploi stable ou est cantonnée dans le sous-emploi, freinant ainsi non seulement leur épanouissement personnel mais aussi le dynamisme économique des villes. Face à cette réalité, le programme propose une réponse intégrée et structurée, combinant mobilisation, formation, accompagnement et financement.

La première étape consiste à

INTÉGRATION EN AFRIQUE CENTRALE

Le syndrome de la puissance empêchée



Dr Guy Gweth

diagnostic de l'impasse budgétaire actuelle, de l'épuisement du modèle extractif, pour aboutir à la nécessité d'un leadership régional moteur, porté par le Cameroun.

Le mirage du financement autonome et la faillite de la solidarité

L'un des paradoxes majeurs de la CEMAC réside dans l'existence de mécanismes de financement théoriquement robustes mais délibérément neutralisés par les parties prenantes. La taxe communautaire d'intégration, sanctuarisée dès 2000, devait garantir l'autonomie de l'institution. Pourtant, au 31 décembre 2025, les arriérés de recouvrement s'élevaient à 263,4 milliards de FCFA. Cette situation n'est pas le fruit d'une fa-

talité économique, mais d'une stratégie de rétention budgétaire : en effet, plusieurs Etats collectent la taxe auprès des usagers pour l'incorporer indûment à leur budget national au lieu de la reverser à la commission.

Cette érosion de la discipline communautaire vide l'intégration de sa substance politique. Au premier trimestre 2026, seuls le Cameroun et le Gabon s'acquittent de leurs obligations avec une certaine régularité. Ce manque de loyauté institutionnelle paralyse les projets structurants et la libre circulation, réduisant la communauté à une enveloppe formelle déconnectée des réalités des échanges transfrontaliers. Sans un mécanisme automatique et coercitif de recouvrement, la CEMAC restera sous la menace

constante d'une asphyxie financière.

L'épuisement du modèle extractif et l'urgence de la transformation

Au-delà de la crise de trésorerie, la région souffre d'un modèle économique anachronique, hérité de la période coloniale. Malgré les richesses du sous-sol (pétrole, mines, bois, etc.), les six économies de la sous-région demeurent extrêmement vulnérables aux chocs extérieurs. La dépendance à l'exportation brute de matières premières expose systématiquement les avoirs extérieurs à l'érosion et alimente les rumeurs récurrentes de dévaluation monétaire.

Le Programme économique régional avait pourtant pour ambition de rompre avec cette trajectoire. Mais l'absence de réformes sérieuses en faveur de l'industrialisation et de la valorisation du local content maintient la zone dans une précarité structurelle. La richesse naturelle ne peut constituer un bouclier monétaire durable que si elle fait l'objet d'une mutation vers une économie de transformation. Plus que jamais, la souveraineté économique des Etats de l'Afrique centrale se joue désormais sur le terrain de la transformation structurelle.

Pour un leadership camerounais au service de la prospérité partagée

L'histoire des processus d'intégration réussis enseigne qu'aucun bloc ne progresse

sans une locomotive capable d'en assumer les coûts et l'orientation stratégique. Avec 42,1 % du PIB nominal de la zone fin 2024, le Cameroun occupe une position de leader arithmétique qu'il n'exerce pas pleinement sur le plan politique. Contrairement à la Côte d'Ivoire dans l'UEMOA ou au Nigeria dans la CEDEAO, Yaoundé semble hésiter à endosser le rôle d'architecte régional.

C'est tout le sens de l'initiative « Puissance 237 : pour une stratégie de puissance régionale 2025-2050 », ouvrage publié en janvier 2025, sous le prisme du hard power, soft power et smart power. Yaoundé doit mobiliser son hard power économique et son soft power diplomatique pour stabiliser la zone. En devenant le moteur de l'industrialisation régionale, le pays n'affirme pas seulement sa propre puissance, il entraîne ses voisins vers une prospérité commune.

Tout bien considéré, la crise actuelle de la CEMAC doit être perçue comme un signal d'alarme ultime. Si le court terme laisse craindre une extension de la crise de liquidités à d'autres organisations comme la CEEAC, le long terme offre une perspective de redressement si, et seulement si, la volonté politique l'emporte sur les replis nationaux. La transition d'une intégration de survie vers une intégration de puissance est la seule voie pour garantir la souveraineté de l'Afrique centrale dans un monde de compétition globale.

MBOA JEUNES CRÉATIFS

Un tremplin pour l'autonomisation des jeunes urbains au Cameroun



Le panel pendant la présentation du projet à Yaoundé

mobiliser au moins 350 jeunes via un appel à manifestation d'intérêt. Les candidats retenus auront la possibilité de bénéficier d'un programme complet de formation à l'entrepreneuriat, avec un accent particulier sur le développement de compétences pratiques et l'acquisition de savoir-faire adaptés aux besoins du marché. Au total, 200 jeunes seront formés à l'entrepreneuriat, afin de renforcer leur capacité à créer, gérer et développer des initiatives économiques viables.

Mais le projet ne s'arrête pas là. Parmi ces participants, 100 porteurs de projets à fort potentiel bé-

néficient d'un accompagnement renforcé, incluant un suivi technique personnalisé, du mentorat et un accès à des financements d'amorçage. Selon Antoine Bitting, chef du projet, « Les grandes composantes du programme comprennent la mobilisation des jeunes, leur formation, l'accompagnement de ceux qui portent des projets prometteurs et le soutien technique et financier pour assurer leur réussite. » Cette approche intégrée vise à transformer les idées en projets concrets et pérennes, contribuant à la création d'emplois et à l'essor économique local.

Le programme se distingue également par sa dimension citoyenne. En plus d'encourager l'entrepreneuriat, il cherche à développer chez les jeunes un sens de responsabilité sociale et d'engagement communautaire. Des ateliers et modules dédiés à la citoyenneté active permettront aux participants de mieux comprendre leur rôle dans la société et d'apporter des solutions innovantes aux défis locaux.

Le partenariat entre le CED, le FEF et l'IECD offre au programme une assise solide, combinant expertise locale et expérience internationale en matière de dé-

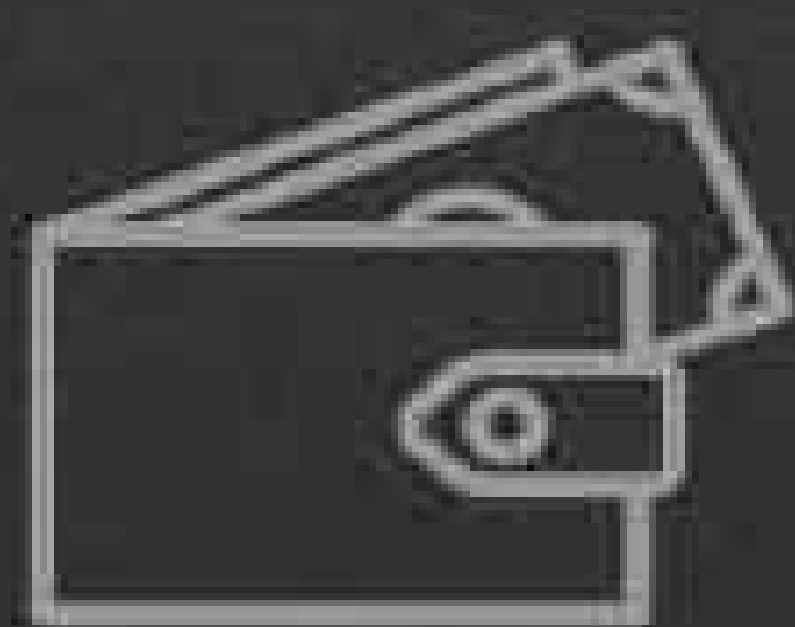
veloppement et d'accompagnement des jeunes. Cette synergie renforce l'efficacité du programme et garantit un suivi de qualité pour chaque participant. L'appel à manifestation d'intérêt est donc une opportunité unique pour les jeunes ambitieux, souhaitant transformer leur potentiel en succès entrepreneurial concret.

À terme, Mboa Jeunes Créatifs ambitionne de créer un impact durable sur le tissu économique et social urbain au Cameroun. En accompagnant les jeunes vers l'autonomie économique, le programme contribue non seulement à réduire le chômage et le sous-emploi, mais aussi à renforcer l'engagement civique et l'innovation locale. Pour les bénéficiaires, il s'agit d'une chance de se positionner comme acteurs de leur propre réussite et moteurs du développement communautaire.

L'initiative illustre parfaitement comment des partenariats ciblés, un financement structuré et une approche intégrée peuvent transformer la jeunesse urbaine en levier de croissance et d'innovation. À travers Mboa Jeunes Créatifs, le Cameroun fait un pas concret vers un avenir où les jeunes ne sont plus spectateurs mais véritables artisans de leur développement et de celui de leur pays.



Le réflexe digital des entreprises performantes.



Consultation
de solde



Téléchargement
de l'historique
de vos comptes



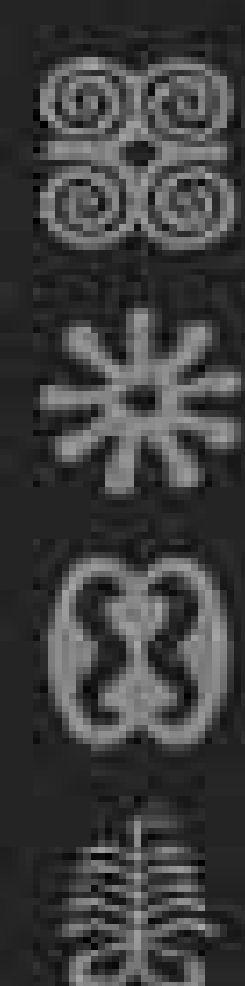
Exécution de
vos virements



Téléchargement de
Relevé d'Identité
Bancaire



Palement
de salaire



L'intérêt de la clientèle est notre priorité

✉ qualite@afilandfirstbank.com

🌐 www.afilandfirstbank.com



📞 222 51 80 50

📞 680 05 80 05



Afriland First Bank